



Version abrégée

L'avenir digital de la Suisse

Réalités, défis et recommandations

EPFL –
Collège du Management
de la Technologie





Table des matières

Introduction	4	Secteur public	12
Infrastructure du réseau	6	Société	14
Protection des données	8	Recommandations	16
L'environnement des start-up	10	Mentions légales	19

Chère lectrice, cher lecteur,

Le numérique est porteur de changements fondamentaux pour notre société et notre économie. Les conséquences de ces changements suscitent des questions diverses: Ma voiture conduira-t-elle toute seule à l'avenir? Mon médecin saura-t-il bientôt avant moi que je suis malade? Est-ce que, dans un avenir proche, je n'aurai plus besoin d'espèces? Certains secteurs professionnels vont-ils devenir totalement superflus? Il n'y a pas de réponses globalement justes ou exactes à ces questions. Mais le fait est que la révolution numérique est une réalité. Le maillage toujours plus étroit des réseaux entre les personnes, les machines et les objets conduit à une prolifération croissante des données. Celles-ci constituent le matériau de base pour de nouveaux services. Tous les secteurs sont concernés, les chaînes de valeur existantes sont compromises et les modèles d'affaires établis sont remis en cause. Aujourd'hui, pratiquement chaque idée commerciale, chaque produit et chaque processus d'optimisation reposent en majeure partie et de façon cruciale sur une transmission fiable des données. Pour Swisscom, cette soif sans cesse croissante de données signifie, entre autres, qu'il est désormais indispensable d'avoir une infrastructure performante, fiable et sécurisée. En effet, les réseaux sont le garant du fonctionnement de la

société moderne et de la place économique suisse. Mais on assiste également à l'émergence de nouveaux besoins des clients avec des perspectives intéressantes, par exemple, dans le domaine des technologies de l'information pour les banques, le secteur de l'énergie ou de la santé. Pour SIX, exploitante de l'infrastructure des marchés financiers, le numérique comporte également des défis et des opportunités: de petites start-up, de même que des groupes technologiques internationaux extérieurs au secteur, arrivent sur le marché, de nouveaux modèles d'affaires voient le jour. La relation du client à sa banque, par exemple, est davantage automatisée et plus mobile. Cela implique de nouvelles exigences pour l'infrastructure des marchés financiers. Le numérique recèle d'énormes opportunités pour la Suisse et sa population. Mais en premier lieu, il faut noter que dans la présente étude, l'EPFL établit que, comparativement aux autres pays, les conditions-cadres existant en Suisse ne sont pas encore suffisantes pour assurer une transition réussie vers l'avenir numérique. Par conséquent, outre les entreprises telles que Swisscom et SIX, les acteurs sociaux et politiques doivent également s'attaquer au problème du numérique. Poursuivons ensemble le débat sur l'avenir numérique de la Suisse.

Dr Urs Rügsegger
CEO de SIX

Urs Schaeppi
CEO de Swisscom

Vers la Suisse numérique: principaux jalons

Le numérique soulève une série de questions nouvelles: Quels sont les changements pour les entreprises? A quelles exigences doivent-elles satisfaire en matière d'infrastructure? Quelles sont les règles qui s'appliquent au traitement des données? Comment l'Etat doit-il définir les conditions-cadres pour que chacun puisse profiter du numérique en Suisse?

Le numérique transforme le monde. Mais cette transformation n'est pas la même dans tous les pays. Même en Suisse, différents scénarios sont envisageables. En 2014, Swisscom a confié à l'institut Gottlieb Duttweiler GDI le soin d'examiner quatre scénarios possibles pour notre pays. Dans cette étude intitulée «L'avenir

de la société en réseau», c'est le scénario «Dynamic Freedom» qui s'est avéré le plus désirable, parce que source d'une grande prospérité et d'une importante autonomie. Partant de ce constat, la présente étude de l'EPFL, qui a été commanditée par SIX et Swisscom, se penche sur les conditions-cadres qui



«Quelles sont les conditions à réunir pour faire de la Suisse un leader de l'économie numérique?»

Patrick Aebischer
Président de l'EPFL

Méthode

L'EPFL a réuni les informations requises pour l'étude sur une période de six mois. Elle a complété ses propres sources sur les TIC, la gestion de l'innovation, l'administration en ligne (e-government), le crowdsourcing et les médias sociaux par des articles et études accessibles au public sur la numérisation de l'économie, l'open government, la réglementation de l'innovation, les fintech et les infrastructures informatiques.

Plusieurs chercheurs de l'EPFL se sont réunis dans le cadre d'un atelier avec des spécialistes et entrepreneurs du secteur privé, qui travaillent dans les domaines du numérique, de l'infrastructure, des télécommunications et des fintech. L'EPFL s'est également rendue dans différentes entreprises technologiques pour collecter des informations sur leurs stratégies d'innovation numérique. Douze entretiens d'une heure avec d'autres experts des secteurs mentionnés sont venus compléter l'analyse. L'EPFL a ensuite retranscrit les travaux de l'atelier et les entretiens et les a évalués au moyen d'une analyse de contenu.

Sur la base des documents analysés et de ses propres connaissances, l'EPFL a déterminé la position de la Suisse par rapport à d'autres pays et formulé des recommandations sur les mesures à prendre pour assurer l'avenir numérique de la Suisse.

permettraient à la Suisse d'évoluer dans cette direction.

La numérisation est le fruit de l'interaction de différents facteurs interdépendants. **L'infrastructure du réseau** constitue le fondement indispensable au stockage et à la transmission des informations. Ces informations sont soumises à une **protection des données** plus ou moins stricte. **L'environnement des start-up**, moteur fréquent de la numérisation, freine ou favorise leur croissance

économique et leur capacité d'innovation. Le **secteur public** influe considérablement sur cet environnement par le biais de la législation, de la fiscalité, etc. Enfin, la préparation au numérique de la **société** dans son ensemble dépend surtout de spécificités culturelles. Les groupes de référence dans les chapitres suivants montrent où la Suisse se situe par rapport aux pays de tête. Les recommandations présentées à la fin du document décrivent les mesures à prendre.

La révolution numérique transforme le monde de façons qui étaient inimaginables il y a à peine 50 ans: l'édition, les divertissements, la médecine et même l'enseignement supérieur ont succombé ou sont en train de succomber à des bouleversements majeurs, et la liste des secteurs qui font le pas ne cesse de s'allonger de jour en jour. La Suisse, qui est renommée pour son esprit d'innovation et sa puissance économique, n'a pas encore été en mesure de traduire ses atouts

en une position de leader mondial dans le secteur TIC. Ce rapport décrit des mesures clefs que nous pourrions prendre pour évoluer dans cette direction: mettre l'accent sur la sécurité des données ainsi que sur la qualité de la Suisse en tant que site de confiance pour les données du monde, développer l'infrastructure du haut débit mobile, améliorer le régime fiscal applicable aux start-up et permettre aux fintech de partager la scène avec les services financiers traditionnels.

Un niveau élevé qui peut être encore amélioré

L'infrastructure du réseau est le fondement de toutes les solutions et de tous les services numériques. Elle est l'épine dorsale et le moteur de tous les progrès technologiques. Elle assure par ailleurs la connexion du monde par le biais de protocoles standard. L'infrastructure du réseau désigne en général les technologies de l'information et des communications (TIC), c'est-à-dire le matériel et le logiciel qui sont nécessaires au raccordement, à la communication et à l'échange d'informations. Aussi toute évolution dans presque tous les secteurs d'avenir, comme la cybersanté ou les fintech, n'est possible qu'avec une infrastructure optimale et extrêmement fiable.

En tête des connexions à haut débit sur le réseau fixe

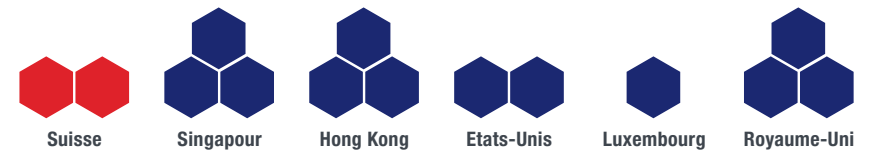
L'EPFL décerne à la Suisse une infrastructure TIC compétitive de haut niveau. Au plan international, toutefois, ce sont les cité-Etats comme Singapour et Hong Kong qui tiennent le haut du pavé. Comme en Suisse, la couverture des raccordements au réseau fixe, à la téléphonie mobile et à Internet y est élevée. Si la Suisse est le numéro un incontestable des connexions à haut débit sur le réseau fixe, les internautes de Singapour

bénéficient d'une bande passante supérieure de 75% à celle de la Suisse. Et on compte deux fois plus d'internautes haut débit mobile qu'ici. D'après l'étude, l'utilisation mobile d'Internet en Suisse pâtit de la sévérité des exigences réglementaires et des coûts qui en résultent. Avantage Suisse: les investissements dans les gestionnaires d'infrastructures promeuvent l'Internet des objets, les villes intelligentes et les applications relatives à l'efficacité énergétique.

L'innovation des fintech de la Suisse pour le monde

C'est en particulier dans le domaine des fintech que la présente étude désigne la Suisse comme un moteur potentiel d'innovation. Outre la présence d'établissements financiers opérant à l'international, ce constat s'explique par la qualité de l'infrastructure qui sous-tend leurs activités. Des centres fintech comme Singapour, Hong Kong, les Etats-Unis avec New York et le Royaume-Uni avec Londres devancent encore la Suisse et le Luxembourg. L'EPFL discerne toutefois – en lien, par exemple, avec la technologie blockchain – la possibilité d'une «Swiss Approach», qui ne se bornerait pas à copier les mécanismes de la Silicon Valley.

L'efficacité de l'infrastructure des TIC suisse en comparaison internationale



L'efficacité de l'infrastructure fintech suisse en comparaison internationale



En progression
 Compétitif
 En tête

Concernant les données de base relatives à la composition et la classification des groupes de référence, veuillez consulter l'étude complète sur le site six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch.

La vertu suisse, gage de la sécurité des données

La protection des données au sens étroit signifie le respect de la vie privée. Dans le cadre du numérique, l'EPFL a également examiné le concept au sens plus large de la transparence et de la confiance dans la gestion des données par les pouvoirs publics ou les entreprises privées. Le numérique pose de nouveaux défis dans le domaine de la protection des données. L'UE, par exemple, prévoit d'édicter au cours des deux prochaines années de nouvelles lois, qui imposeront des obligations plus strictes aux entreprises. Pour sa part, la Suisse pourrait mettre davantage en exergue sa réputation de fiabilité. Selon l'EPFL, la Suisse a vocation à devenir un modèle pour d'autres pays grâce à une gestion de pointe des données.

La Suisse, coffre-fort des données

Outre un comportement responsable, la sécurité de l'infrastructure contribue également à une protection des données efficace. L'évolution vers les services basés sur le cloud renforce cet effet. La Suisse se classe dans le tiercé de tête pour ce qui est de la sécurité des serveurs. Loin devant les Etats-Unis ou l'Allemagne. Le savoir-faire suisse en matière de sécurité s'illustre également par le fait que plusieurs entreprises helvétiques font partie des leaders du marché dans le domaine du cryptage des données. D'après l'EPFL, ce sont là des conditions idoines pour positionner la Suisse en tant que pôle de grands data centers, un secteur actuellement dominé par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Le développement de la protection des données en Suisse en comparaison internationale



Concernant les données de base relatives à la composition et la classification des groupes de référence, veuillez consulter l'étude complète sur le site six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch.



«Le monde numérique offre des opportunités aux courageux qui ont l'esprit pionnier et sont prêts à prendre des risques.»

Hanspeter Rhyner
CEO de la Banque cantonale de Glaris

Le propriétaire de médias sans contenu propre. Le commerçant sans stocks. La compagnie de taxis sans taxis. Tout cela est possible grâce à la numérisation, qui ouvre des perspectives insoupçonnées aux jeunes loups, aux start-up, aux fin-tech et aux géants du numérique. Mais elle n'est pas sans danger pour les sociétés établies, les entreprises traditionnelles, qui risquent d'être emportées par le courant de l'histoire. Le monde numérique offre des opportunités aux coura-

geux qui ont l'esprit pionnier et sont prêts à prendre des risques. Le courage de cannibaliser son propre modèle d'affaires pour conquérir de nouvelles sources de revenus. L'esprit pionnier pour innover avec créativité. Et donc le risque d'échec qu'il faut être prêt à prendre. Le secteur financier se trouve au cœur de la transformation numérique. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des plateformes et des réseaux pour créer le meilleur écosystème. Pour une Suisse numérique forte.

Du pays des PME à celui des start-up?

Les start-up expérimentent, utilisent de nouvelles méthodes, emploient les technologies du jour. C'est ce qui les distingue des entreprises telles que nous les connaissons. La Suisse semble offrir les conditions idéales pour les start-up: des esprits innovants, la stabilité politique et une croissance économique soutenue. Or, jusqu'à présent, la Suisse ne s'est pas fait connaître comme un pays de start-up. Pourquoi?

Un pays innovant, des fondateurs sans peur

L'économie suisse compte parmi les plus compétitives au monde et a la réputation d'être extrêmement innovante. Mais il lui manque une chose: l'esprit d'entreprise. On n'y discerne pas de culture de start-up, comme aux Etats-Unis, par exemple, constate l'EPFL. L'absence de perspectives de carrière, source de motivation ailleurs, n'existe pas comme un facteur. C'est pourquoi les Suisses fondent leurs entreprises à un âge relativement élevé. Toutefois, grâce à cette expérience acquise de plus longue date et à une solide évaluation des risques, la peur d'échouer est plus faible chez un entrepreneur suisse que chez son homologue américain et le taux de survie des start-up est supérieur à la moyenne. Parmi les points positifs, l'étude relève que les start-up helvé-

tiques s'orientent à l'international. Un must compte tenu de la taille du marché suisse. Malheureusement, entre la conception d'une idée et la commercialisation du produit, il s'écoule souvent beaucoup de temps.

Financement et fiscalité en ligne de mire

Aucune ville suisse ne figure dans les classements internationaux des écosystèmes de start-up et seules huit entreprises helvétiques ont pu se hisser parmi les 5000 entreprises européennes connaissant la croissance la plus rapide. C'est surtout dans les domaines du financement et de la fiscalité que l'EPFL discerne un potentiel d'amélioration de l'environnement pour les start-up. Singapour, les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne offrent des conditions attrayantes aux fondateurs et une protection aux investisseurs. Même si la Suisse est encore solidement ancrée dans la tradition des PME, les conditions nécessaires à un environnement favorable aux start-up sont déjà en place, comme en atteste le grand nombre d'incubateurs, d'accélérateurs et de centres d'innovation qui se trouvent dans le pays. De plus, ne pas être soi-même à l'avant-garde peut aussi être un avantage. Si l'on sait comment adapter rapidement des innovations «finies» à ses propres besoins.

La capacité d'innovation de la Suisse en comparaison internationale



L'attrait du marché suisse en comparaison internationale



● En progression
●● Compétitif
●●● En tête

Concernant les données de base relatives à la composition et la classification des groupes de référence, veuillez consulter l'étude complète sur le site six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch.

Des institutions solides prêtes à faire le saut dans l'ère numérique

On fait souvent rimer pouvoirs publics avec bureaucratie. En Suisse, un tel reproche est souvent injustifié, car la qualité de ses institutions la place dans la quinté de tête européen. L'EPFL estime toutefois que le fédéralisme pourrait engendrer une fracture numérique, dès lors que la réglementation et les mesures incitatives varient d'un canton à l'autre.

Une valeur sûre

La Suisse fait généralement figure de «valeur sûre» pour une société numérique. Ses institutions sont fiables et transparentes. Les droits de propriété et la propriété intellectuelle sont respectés. En analysant ses sources, l'EPFL a toutefois découvert des points négatifs, notamment une réglementation relativement pléthorique.

L'open data, une chance à saisir

L'administration en ligne est encore trop peu présente en Suisse. Tel est le verdict de l'EPFL. La raison en est principalement le retard pris par le déploiement des services en ligne de la Confédération. L'EPFL considère que l'absence de possibilités en matière d'e-participation est peu problématique pour la Suisse, car les instruments classiques de la démocratie directe fonctionnent. En revanche, c'est surtout le thème de l'open data qui constitue à l'heure actuelle une occasion manquée. Les gouvernements de pays tels que le Royaume-Uni ou les Etats-Unis ont une bonne longueur d'avance. En mettant leurs données à disposition, ils permettent à une multitude de modèles d'affaires innovants de voir le jour.

La fiabilité des institutions suisses en comparaison internationale



L'administration en ligne de la Suisse en comparaison internationale



Concernant les données de base relatives à la composition et la classification des groupes de référence, veuillez consulter l'étude complète sur le site six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch.



«La Suisse n'investit pas suffisamment dans ses start-up.»

Fathi Derder
Conseiller national PLR

La Suisse doit se réveiller. Le monde est devenu numérique, et ce monde numérique est dominé par les Etats-Unis. Quand il s'agit de développer des entreprises innovantes, tout passe par l'Amérique du Nord, et un peu l'Asie. Mais l'Europe est absente de cet univers. La Suisse a pourtant les moyens de développer un écosystème à start-up: nous avons un excellent système de formation, de brillantes hautes écoles, un réseau de PME extrêmement perfor-

mant et des multinationales très actives dans le domaine scientifique. Mais il nous manque un élément crucial: le capital-risque. La Suisse n'investit pas suffisamment dans ses start-up, et donc dans l'avenir du pays. Nous devons aménager des conditions-cadres favorables au capital-risque et à l'investissement dans nos PME fondées sur la science.

Apprendre à devenir un citoyen numérique

Afin de dresser l'état des lieux de la numérisation sous l'angle de l'infrastructure de réseau, de la protection des données, de l'environnement des start-up et du secteur public, en doit prendre en considération la culture de la société suisse. La culture britannique, par exemple, est plus individualiste et gère mieux les incertitudes, ce qui peut jouer un rôle pour les start-up.

Il fait bon vivre ici

La Suisse figure toujours en tête d'affiche pour ce qui est de la qualité de vie. Le taux de chômage est bas, les salaires sont élevés et les infrastructures de tout premier ordre. Au sein de l'OCDE, les Suisses comptent parmi les plus satisfaits. La Suisse dispose d'une bonne infrastructure TIC et ses citoyens ont facile-

ment accès aux à Internet. Pour ce qui est des aptitudes numériques, en revanche, la population a des progrès à faire. Ce constat est d'autant plus important que le nombre de prestations offertes sur des canaux numériques va croissant. Cela vaut pour l'Etat autant que pour l'économie privée. Les clients des banques, par exemple, devaient être encouragés à utiliser les applications des fintech.

«Digital Literacy» concerne tous

La Suisse n'est pas la seule avec ce défi. La promotion de la «Digital Literacy» concerne tous les Etats. Or, il ressort de l'étude que plus l'emploi des canaux numériques relève de la routine, plus l'utilisateur est enclin à divulguer des informations personnelles. A condition qu'une protection des données efficace soit en place.

La qualité de vie de la Suisse en comparaison internationale



La préparation de la Suisse au numérique en comparaison internationale



En progression
 Compétitif
 En tête

Concernant les données de base relatives à la composition et la classification des groupes de référence, veuillez consulter l'étude complète sur le site six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch.



«Au centre de la numérisation, l'homme vient d'abord, la machine ensuite.»

Sunnie J. Groeneveld
Managing Director Digital Zurich 2025

Chaque domaine de travail est numérisé et se transforme. Les technologies de l'information sont omniprésentes; notre économie et notre société ne peuvent plus se passer du numérique, qui influe sur notre façon de communiquer. Mais aussi sur notre façon de penser, d'agir et de nous organiser.

A l'avenir, la croissance économique dépendra de plus en plus du numérique. Face à cette profonde transformation, l'on ne doit toutefois oublier qu'au

centre de la numérisation, l'homme vient d'abord, la machine ensuite. Car c'est l'homme qui est à même de comprendre et d'utiliser la machine, non l'inverse.

Solutions pour l'avenir numérique de la Suisse

Alors que la Suisse compte parmi les économies les plus compétitives au monde et joue un rôle de pionnier dans de nombreux domaines, elle reste en retrait pour ce qui est des technologies de l'information et de la communication et de l'économie numérique. L'avenir numérique de la Suisse dépend de l'interaction complexe entre plusieurs facteurs: la société, le législateur et les entrepreneurs locaux et nationaux jouent à cet égard un rôle majeur. Les recommandations suivantes proposent des mesures pour la Suisse dans les différents domaines concernés.



L'infrastructure doit rester agile et souple.

Infrastructure du réseau

L'EPFL attribue à la Suisse une infrastructure TIC de bon niveau. Néanmoins, pour pouvoir accéder au statut de leader mondial, elle lui recommande les mesures prioritaires suivantes pour les prochaines années:

- Orientation conséquente des services sur la généralisation de l'usage mobile avec des dispositifs intelligents.
- Par ce biais, promotion de l'extension du haut débit mobile, mais aussi des hotspots WiFi, par exemple, dans les transports et les espaces publics.

- En ce qui concerne la stabilité et la fiabilité de l'infrastructure des TIC, la Suisse est un chef de file. Sous l'effet de la pression constante en faveur de l'innovation, une infrastructure concurrentielle du marché financier a pu se mettre en place. A présent, il convient d'ajuster l'infrastructure totale en fonction des mutations rapides du numérique, notamment en termes d'agilité et de flexibilité (anytime, anyplace, any device).
- Participatory Design et Design Thinking – focus sur le client lors du développement de nouveaux produits et services – permettent de veiller à ce que les services numériques de demain exploitent pleinement le potentiel des TIC, tout en répondant aux besoins réels des utilisateurs.
- En outre, l'attrait de l'infrastructure suisse devrait être développé de façon spécifique et ciblée en direction des services à caractère financier.

La Suisse doit afficher son rôle en tant que gardienne fiable et de confiance des données au niveau mondial.



Protection des données

Le traitement confidentiel des données et la protection des données sont des éléments d'une importance stratégique pour le numérique. L'EPFL certifie que la Suisse a le potentiel requis pour devenir leader mondial du marché en matière de protection des données. Elle recommande de définir les priorités suivantes au cours des prochaines années:

- Création d'une infrastructure nationale de données en s'appuyant sur les synergies entre les entreprises publiques et privées. A cet effet, il faut:
 - Renforcer la sensibilisation sur l'importance de la gestion des données dans tous les secteurs (secteur public, instituts de recherche, entreprises privées).
 - Développer une vision commune de l'utilisation durable des données en termes de confidentialité et de sécurité.
 - Une approche commune des milieux politiques et économiques.
- En outre, la Suisse doit afficher son rôle en tant que gardienne fiable et de confiance des données au niveau mondial.



Les start-up devraient recevoir un meilleur financement et s'acquitter de charges fiscales adaptées à leurs besoins.

L'environnement des start-up

L'EPFL critique le manque d'esprit d'entreprise et l'absence d'une véritable culture de start-up en Suisse. Elle re-

commande de définir les priorités suivantes au cours des prochaines années:

- Améliorer la politique fiscale cantonale. En vertu des lois fiscales actuelles, les start-up d'aujourd'hui sont taxées en fonction de leur valeur de marché. Cela entraîne de lourdes charges fiscales, surtout pour les start-up qui doivent faire face à de gros investissements. Conséquence: les entreprises à croissance rapide transfèrent leur siège à l'étranger.
- De nouveaux mécanismes de financement pour combler l'écart entre le financement d'amorçage et les investissements élevés. En raison de la longueur du processus, en Suisse, entre un concept de base et sa mise sur le marché, de nombreuses start-up quittent le pays avant même la commercialisation.
 - Les entreprises doivent être moins frileuses et prendre des risques en tant que bailleurs de fonds pour combler cette lacune en assurant des financements peer-to-peer.
 - Création de fonds d'investissement par les banques ou divers organismes, afin que les investisseurs n'aient plus à chercher eux-mêmes les start-up à promouvoir.
- Construire un écosystème dynamique dédié aux start-up. A cet égard, il convient d'accorder une attention particulière aux programmes d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises, ainsi qu'aux pépinières d'entreprises (se concentrer sur les centres).
- Voici quelques domaines dans lesquels la Suisse devrait utiliser ses points forts pour développer des écosystèmes dédiés aux start-up: fintech, biotechnologie, edtech, medtech, cleantech et sécurité des données.

Secteur public

Alors que les institutions publiques suisses jouissent d'une bonne réputation au niveau international, l'administration en ligne et l'e-participation restent comparativement en retrait. Cependant, les institutions s'appuient sur la dynamique existante pour développer des initiatives visant à promouvoir de nouveaux modèles d'affaires en matière de fourniture, d'agrégation et de traitement open data. L'EPFL recommande de définir les priorités suivantes au cours des prochaines années:

- Accélérer la numérisation des services publics. Cela entraîne d'une part une efficacité accrue des services publics, et d'autre part un allègement des contraintes réglementaires et un soulagement des entreprises.
- Identifier et promouvoir des modèles open data et renforcer l'attrait de la Suisse pour le développement de nouveaux modèles d'affaires numériques. Résultat: valeur partagée pour les entreprises et les pouvoirs publics.
- La numérisation est capable de changer quelque chose d'ordinaire du jour au lendemain. En revanche, modifier des lois prend des années. C'est pourquoi une réglementation trop rigide peut limiter l'essor du numérique.

Des services automatisés basés sur l'open data permettront de soulager les autorités et les entreprises privées.



Des programmes de promotion de la culture numérique devraient ouvrir la voie à la généralisation des services en ligne.

**Société**

L'EPFL considère qu'il reste encore un potentiel de développement pour les compétences numériques de la population suisse. Or, la culture numérique est le fondement indispensable pour que le numérique puisse s'implanter dans la société et la faire progresser. L'EPFL recommande de définir les priorités suivantes au cours des prochaines années:

- Des programmes visant à promouvoir la culture numérique. Enseignement de compétences numériques, mais aussi d'une connaissance de ce que sera l'avenir numérique avec davantage de services en ligne, une économie numérique plus dynamique et une culture en ligne plus forte.
- Pour pouvoir identifier et montrer le potentiel des nouvelles solutions, il faut avoir une vision claire de la société numérique et de l'utilisation effective et souhaitée des applications numériques.
- En tant que petit pays, la Suisse est tributaire d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Par conséquent, elle a besoin d'un allègement ou d'une révision des dispositions régissant l'immigration, telles que, par exemple, l'établissement de visas spéciaux pour les travailleurs hautement qualifiés, les stagiaires ou les start-up.

Mentions légales**Auteurs EPFL**

Christopher Tucci, Heidi Gautschi, Gianluigi Viscusi

Direction du projet

Regula Brand Riquelme (Swisscom), Claudia Holfert (SIX)

Rédaction (version abrégée)

Matthias Bill (SIX), Bruno Böhlen (Swisscom)

Graphisme et maquette (version abrégée)

tasty graphics, Berne

Crédit photographique

P. 2: Nils Sandmeier; p. 4: Alain Herzog; p. 8, 12, 14: pour comp.

© 2016

Editeur

EPFL – Collège du Management de la Technologie
Odyssea
Station 5
CH-1015 Lausanne
+41 21 693 00 21
cdm@epfl.ch

Commandité par

SIX Group SA
Selnaustrasse 30
CH-8021 Zurich

Swisscom SA
Alte Tiefenaustrasse 6
CH-3050 Worblaufen

Télécharger l'étude complète sur

six-group.com/digitalch ou swisscom.ch/digitalch